



Préfecture  
Secrétariat Général  
Direction des libertés publiques et des collectivités locales  
Bureau du droit de l'environnement  
n° 32-2016-10-14-001

**ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE A L'ENCONTRE DE  
LA COOPERATIVE AGRIBIO UNION QUI EXPLOITE UNE INSTALLATION DE STOCKAGE DE  
CEREALES ET OLEOPROTEAGINEUX BIOLOGIQUES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE  
DE BARCELONNE DU GERS (32)**

\*\*\*

**Le Préfet du GERS  
Chevalier de la Légion d'Honneur**

**Vu** le code de l'environnement en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7, L. 512-8 et L. 514-5 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, notamment son article 9 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 5 mai 2014 autorisant la société AGRIBIO UNION à exploiter une installation de stockage et oléoprotéagineux biologiques en silo sur le territoire de la commune de Barcelonne du Gers ;

**Vu** la plainte reçue le 8 août 2016 pour nuisances sonores ;

**Vu** le rapport du 21 septembre 2016 de l'inspection des installations classées concernant la visite d'inspection réalisée le 12 août 2016, du site à Barcelonne du Gers, dont une copie a été transmise à l'exploitant par courrier reçu le 26 septembre 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé

**Considérant** que l'exploitant ne respecte pas le chapitre 1.8 et les articles 3.2.4, 6.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 mai 2014 ;

**Considérant** que l'exploitant ne respecte pas l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 ;

**Considérant** qu'au regard du rapport de mesures acoustiques, l'installation est non conforme ;

**Considérant** que les constats de ces non conformités sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage et la sécurité ;

**Considérant** qu'il convient, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions des textes réglementaires susvisés ;

**Sur** proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gers,

**ARRETE**

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>:

La société AGRIBIO UNION, pour l'exploitation d'une installation de stockage et oléoprotéagineux biologiques en silo sur le territoire de la commune de Barcelonne du Gers, est mise en demeure sous un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté de procéder :

- au récolement de son installation, conformément au chapitre 1.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 mai 2014 ,
- à une surveillance des retombées atmosphériques telle que définie dans l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 mai 2014,
- à la mise en place des solutions techniques puis de procéder à une nouvelle campagne de mesures acoustiques, afin de vérifier la conformité avec la réglementation, conformément à l'article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 mai 2014,
- au contrôle des installations électriques tel que défini à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004.

#### ARTICLE 2 :

Si, à l'expiration du délai fixé à l'article 1<sup>er</sup>, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement - consignation de sommes - travaux d'office - suspension de l'activité, indépendamment des poursuites pénales.

#### ARTICLE 3 :

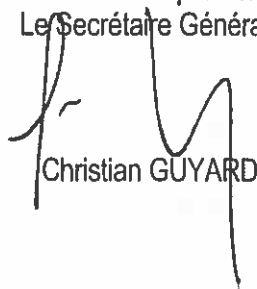
Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (le tribunal administratif de PAU, Villa Noubilos – Cours Lyautey – BP 543 – PAU CEDEX) dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

#### ARTICLE 4 :

Monsieur le secrétaire général, Monsieur le Maire de BARCELONNE DU GERS, Monsieur l'inspecteur des installations classées de la DREAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Auch, le 14 OCT. 2016  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

  
Christian GUYARD